

Service Prévention des Risques et Industries Extractives
Rue du vieux port
CS 76003
97306 CAYENNE

CAYENNE, le 14/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



AMG

ZI Dégrad des Cannes
Immeuble CIMEG
97354 Remire-Montjoly

Références : PRIE/URC/2021 n° 508
Code AIOT : 0006900292

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans l'établissement AMG implanté Mines de DIEU MERCI 97312 Saint-Élie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement a fait l'objet d'une autorisation initiale en 2015 (pour partie en régularisation). Une inspection conduite en 2018, préalable à la mise en service de l'usine avait relevé des modifications apportées par rapport au éléments du dossier de demande d'autorisation.

Suite à un porter à connaissance descriptif de ces modifications, les installations exploitées par AMG à Dieu-Merci avaient fait l'objet d'un arrêté complémentaire.

Plusieurs inspections réalisées entre 2019 et 2021 avaient conduit à constater plusieurs dysfonctionnements qui avaient fait l'objet de deux arrêtés de mise en demeure en juillet 2020 et janvier 2021.

Le recours d'une association de défense de l'environnement a conduit à ce que le tribunal administratif de Cayenne constate le 30 septembre 2021 la caducité de l'arrêté d'autorisation de 2015, emportant par conséquence l'arrêté complémentaire de 2019 et les arrêtés de mise en demeure précités. L'établissement s'est alors trouvé en défaut d'autorisation.

Une mise en demeure de régulariser sa situation a donc été prise par arrêté du 20 décembre 2021 qui prévoit aussi des dispositions transitoires pour encadrer la poursuite du fonctionnement dans l'attente de la régularisation administrative.

Toutefois, même si formellement les mises en demeure de 2020 et 2021 n'avaient plus d'effet suite à la décision du TA, certains points critiques demeuraient en suspend lors de l'inspection du 1er septembre 2021.

Dans ce contexte, les installations ont été mises à l'arrêt à l'automne 2021 et la reprise de l'activité a été conditionnée à la résorption des écarts en matière de mesures de maîtrise des risques et de rejets internes.

AMG ayant décrit un certain nombre de procédures et modes opératoires satisfaisants, M. le préfet de la Guyane a autorisé le redémarrage des installations par courrier du 8 février 2022.

C'est dans ce contexte que la présente inspection a été réalisée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMG
- Mines de DIEU MERCI 97312 Saint-Élie
- Code AIOT : 0006900292
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société AMG exploite au lieu-dit Dieu Merci, sur la commune de Saint Elie des installations de traitement de minerai aurifère. Le procédé met en oeuvre une technique de cyanuration et comprend des installations de stockage des résidus ultimes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet,

conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	EIPS	AP de Mesures Conservatoires du 20/12/2021, point 8.5.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Rejets atmosphériques	AP de Mesures Conservatoires du 20/12/2021, point 10.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Rejets aqueux bassins historique	AP de Mesures Conservatoires du 20/12/2021, point 10.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Effets sur les milieux aquatiques, les sols, la faune et la flore	AP de Mesures Conservatoires du 20/12/2021, point 10.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Rejets atmosphériques	AP de Mesures Conservatoires du 20/12/2021, point 3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Conditions de rejets des résidus	AP de Mesures Conservatoires du 20/12/2021, point 4.3.9.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Rejets aqueux internes	AP de Mesures Conservatoires du 20/12/2021, point 4.3.9.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Puisard de la rétention de l'aire de stockage des produits dangereux	AP de Mesures Conservatoires du 20/12/2021, point 8.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats principaux concernent les conditions des rejets aqueux et de résidus aux points A et B ainsi que la gestion des équipements importants pour la sécurité. Ces deux thèmes correspondent à ceux pour lesquels la suspension d'activité avait été introduite dans l'arrêté du 20 décembre 2021.

Au delà, dans le contexte de constitution d'un dossier de demande d'autorisation environnementale en vue de régulariser la situation administrative des installations exploitées par AMG, la non réalisation régulière des suivis des rejets des bassins historiques et des effets sur les milieux, pourtant réglementaire, risque de s'avérer pénalisante pour la constitution des bases de données à l'appui de l'étude d'impact.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 20/12/2021, point 8.5.7 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.</p> <p>Ces dispositifs (ex : pH mètre, détecteur de gaz,...) sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p>
<p>Constats : Dans son rapport environnemental de juillet 2022, AMG justifiait des dépassement des VLE CN totaux au point de rejet A par une défaillance de pompe CuSO4 (du 4 au 9 juillet).</p> <p>Cette défaillance a donc été utilisée comme fil conducteur pour évaluer le respect des dispositions de gestion des MMR.</p> <p>En vue de la levée des conditions suspensives (art 2 de l'AP du 20/12/2021) l'exploitant avait transmis une procédure de gestion des EIPS (PR-EIPS-001) prévoyant des opérations de vérifications quotidiennes. La procédure PR-EIPS-006 prévoit en cas de défaillance une prise de relais par une pompe de secours.</p> <p>Les fiches d'enregistrement EN-EIPS-015 consultées retraçaient à partir de mars 2022 des vérifications mensuelles plutôt que quotidiennes. L'exploitant a indiqué avoir modifié sa périodicité de vérification en mars. La procédure PR-EIPS-001 n'a quant à elle été modifiée qu'en fin juillet pour ajuster à posteriori cette fréquence.</p> <p>Une vérification sans remarque est enregistrée au 3 juillet. Les fiches d'enregistrement de maintenance des pompes consultées ne portent quant à elles, aucune mention d'intervention sur ces équipements dans l'intervalle du 4 au 9 juillet.</p> <p>Au delà des questions que soulèvent ces éléments sur la gestion des EIPS, il serait utile d'investiguer la raison pour laquelle l'incident sur les rejets a duré plus de 4 jours alors qu'une pompe de secours est à demeure et supposée prendre le relais.</p> <p>Ces constats sont retranscrits à partir des notes prises en inspection. La transmission des fiches d'intervention maintenance de la pompe CuSO4 ainsi que de ses enregistrements de suivi postérieurs à mars 2022 a été demandé en séance et par mail. Ces éléments ne nous sont pas encore parvenus.</p> <p>Nota : Le point 8.5.7 de l'annexe de l'arrêté du 20 décembre 2021 constituait une condition de levée de la suspension d'activité. Le dispositif proposé par l'exploitant était satisfaisant pour autoriser le démarrage des installations. Le respect des procédures associées revêt donc une importance particulière.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 20/12/2021, point 10.2.1 de l'annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets des groupes électrogènes et de la chaudière sont contrôlés tous les deux ans et au plus tard 4 mois après la mise en service.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de produire des rapports d'analyse des rejets atmosphériques des groupes électrogènes alimentant l'usine de cyanuration. Nota, cette prescription était préexistante dans les arrêtés de 2015 et 2019 frappés de caducité suite à la décision du 30 septembre 2021 du tribunal administratif de Cayenne. L'exploitant n'est pas non plus en mesure de présenter des rapports pour les périodes exploitées sous couvert des arrêtés précités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejets aqueux bassins historique

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 20/12/2021, point 10.2.3 de l'annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des fréquences allant de journalières à mensuelles sont définies pour les analyses sur les points de rejets 1 et 2 définis au point 4.3.5 de l'arrêté.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter des résultats d'analyses des rejets aqueux issus du point 2 (sortie des bassins historiques). nota : - Ce constat ne concerne pas seulement la période d'exploitation postérieure à l'arrêté de décembre 2021, AMG n'étant pas non plus en mesure de fournir des éléments sur le point de rejet 2 plus anciens alors qu'un suivi équivalent était prescrit par les arrêtés déclarés caducs par le tribunal administratif le 30 septembre 2021. - Dans ce contexte, le manque de données induit par le manque de suivi du point 2 pourrait en outre s'avérer pénalisant dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale en préparation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Effets sur les milieux aquatiques, les sols, la faune et la flore

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 20/12/2021, point 10.2.4 de l'annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effets sur les milieux aquatiques, les sols, la faune et la flore font l'objet d'une surveillance semestrielle ou annuelle.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les résultats des analyses pour aucun des 6 compartiments prévus (Sédiments, biote, 2 organismes aquatiques et 2 eaux de surface) , que ce soit en 2021 ou 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 20/12/2021, point 3.4 de l'annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des hauteurs de conduits de cheminées sont définies notamment pour les groupes électrogènes de l'UMTMA.
Constats : Les groupes électrogènes associés à l'usine de cyanuration restent dépourvus de leurs conduits de cheminée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois